

SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU FLN

# La date connue aujourd'hui

**La date de la tenue de la session extraordinaire du Comité central du Front de libération nationale sera connue aujourd'hui. Le coordinateur du Bureau politique du Front de libération nationale assure que le choix du candidat du parti à la présidentielle se fera de façon «sereine et conforme aux statuts».**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Prévue depuis plusieurs semaines, la tenue de la session extraordinaire du FLN ne serait plus qu'une question de jour.

«Sur le plan des signatures, nous avons dépassé le quorum requis. Par ailleurs, nous avons achevé la phase de prospection pour la sélection d'un hôtel. Nous disposons actuellement de plusieurs options en termes de dates. Le comité technique en

charge de l'organisation de cette rencontre se réunira mardi pour statuer sur la date et le lieu», a précisé, hier, Abderahmane Belayat.

Pour le coordinateur du Bureau politique du Front de libération nationale, le départ de Amar Saâdani n'est plus une revendication des membres du Comité central mais aussi de la base militante du parti.

«Ses récentes déclarations

l'ont affaibli. Il pensait porter préjudice aux personnes et aux institutions qu'il a visées mais c'est à lui-même qu'il a porté préjudice.

Il en est de même pour les personnes qu'il a nommées à des postes de responsabilité. Nous devons en finir définitivement avec cette affaire et crever l'abcès.»

Abderahmane Belayat confirme que le candidat du Front de libération nationale à l'élection présidentielle du 17 avril sera désigné lors de cette session.

«Les membres du Comité central choisiront le candidat du FLN de manière sereine et responsable.

Cela se déroulera en conformité avec les statuts du parti», note

Belayat. Selon lui, il sera possible de «prolonger la rencontre de 24 heures», afin d'éviter toute «précipitation».

Le coordinateur du BP souligne qu'aucune candidature n'est exclue du moment que les personnes concernées sont membres du Front de libération nationale. Le choix devrait donc se porter sur Abdelaziz Bouteflika à condition, bien entendu, qu'il annonce officiellement son intention de briguer un nouveau mandat présidentiel.

Le Comité central ira-t-il jusqu'à soutenir Ali Benflis si le Président sortant ne se présente pas ? «La décision revient aux membres du Comité central. Nous

n'imposerons aucune décision car cela reviendrait à imposer une scission du parti. Nous devons aller vers un rassemblement du parti et non pas vers sa division. La situation doit donc être gérée avec sagesse.»

Le soutien du FLN à un quatrième mandat n'est toujours pas acquis puisque le coordinateur du Bureau politique du FLN ne reconnaît aucune des actions entreprises par l'équipe de Amar Saâdani. Rappelons que le soutien «officiel» du FLN à un quatrième mandat en faveur de Abdelaziz Bouteflika avait été adopté lors de la session du CC tenue le 16 novembre 2013.

T. H.

## DRS-SAÂDANI

# Nouvel élan de solidarité pour le DRS

**Lettre de soutien au DRS de la vice-présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes, Madame Saïda Neghza.**

**Saadia Gacem - Alger (Le Soir)** - «Les déclarations rapportées récemment par la presse algérienne d'un responsable d'une structure partisane, concernant un département chargé de la Sécurité, et relevant de l'ANP, digne héritière de l'ALN, ne peuvent, en aucun cas, nous laisser indifférents ; en tant que membre de la société civile, citoyenne algérienne et responsable d'une structure patronale à caractère syndical, à qui il importe d'exprimer son opinion par son indignation et sa réaction à l'égard des propos tenus contre une institution et ses responsables, qui ont assumé et assument pleinement leur rôle en assurant une paix constante à travers le pays, et en veillant à

la sécurité de nos frontières est, ouest et sud, et ce, dans un contexte extrêmement difficile.

De graves accusations ont été portées à l'encontre de notre institution, et leurs responsables qui, en fait, par leurs propos, non seulement décrédibilisent notre pays, et c'est grave au regard des Etats avec lesquels l'Algérie a eu beaucoup de peine à tisser d'excellentes relations, après la décennie noire, mais aussi mettent en doute notre volonté de construire une démocratie, permettant de faire évoluer la nation algérienne sur la base d'une économie de marché, dont l'aspect social doit figurer comme un élément fondamental.

En tant que vice-présidente de la CGEA, je considère qu'il est temps que ces discours, ce genre de passe d'armes, cesse et soit banni de notre langage et que les joutes de précampagne doivent comporter uniquement des propos destinés à consolider la nation algérienne et contribuer à promouvoir le débat d'idées, tout en évitant de déconsidérer nos cadres et nos institutions, afin de préserver notre souveraineté et notre dignité, pour lesquelles de nombreux martyrs ont sacrifié leur vie, pour que les Algériennes et Algériens puissent contribuer à l'édification d'une Nation forte et vivre avec honneur et dans la paix.

A l'orée du futur et de l'élection présidentielle, beaucoup de citoyens s'interrogent sur l'avenir du pays ; je souhaite, à cet

égard, que Monsieur le président de la République puisse s'exprimer afin de rassurer le peuple algérien et mettre fin à une incertitude pesante.»

S. G.

## PRÉSIDENTIELLES Le FCE temporise pour voir clair

Faute de quorum, le Forum des chefs d'entreprises (FCE) n'a pas tenu son assemblée générale extraordinaire, convoquée pour hier à 17 h à l'hôtel El Aurassi par son président Réda Hamiani. Seulement 44 sur les 268 membres composant l'instance délibérante de cette organisation patronale ont répondu à l'appel de son président Réda Hamiani pour débattre de la position à prendre en vue des présidentielles du 17 avril : soutenir ou non un quatrième mandat.

Les présents ont décidé de la reporter au 26 février prochain. «Je ne veux pas diffuser un communiqué pour exprimer la position du FCE. Je veux qu'elle soit prise démocratiquement par l'instance délibérante de l'organisation. J'ai convoqué justement cette assemblée extraordinaire pour arrêter les fuites», a déclaré M. Hamiani dans le hall de l'hôtel, au sortir de la salle qui devait abriter la réunion.

Beaucoup de chefs d'entreprises, membres du FCE encore hésitants ont, en effet, inventé des missions à l'étranger ou ont expliqué leur indisponibilité par un agenda chargé. Or, M. Hamiani, lui, justifie cette défection jamais constatée dans l'histoire de l'organisation en ces termes : «Nous avons envoyé les convocations il y a seulement trois jours et certains n'ont pas eu suffisamment de temps pour répondre présents. Or, notre organisation est d'essence professionnelle et beaucoup d'autres ne veulent pas qu'elle prenne des positions politiques», a-t-il estimé. Mais le FCE avait pris position en 2004 et en 2009, pourquoi pas maintenant ? «Je suis un président respectueux et je veux qu'une telle position soit prise à la majorité», a-t-il répliqué. Il a, néanmoins, refusé d'exprimer sa position personnelle. «Je ne le dis pas maintenant parce qu'il y a beaucoup de suivistes au sein de l'organisation et ma position pourrait les influencer», s'est-il contenté de dire.

L. H.

## ATTAQUES DE SAÂDANI CONTRE LE DRS

# «La justice doit s'autosaisir», estime Nouredine Bahbouh

**Le secrétaire général du FLN ne cesse de subir attaque sur attaque après s'en être pris vertement au DRS, notamment son premier responsable, le général Mohamed Médiène dit Toufik.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est au tour du secrétaire général de l'UFDS (Union des forces démocratiques et sociales) et néanmoins ex-ministre de la Pêche puis de l'Agriculture, de répliquer tout aussi vertement à Amar Saâdani.

«De temps en temps, des gens irresponsables qui arrivent au perchoir avec l'appui de forces occultes perdent la tête et se rendent auteurs de propos irresponsables, très graves au moment où l'Algérie traverse une période critique», a, en effet, affirmé Nouredine Bahbouh au forum de *Liberté* dont il était l'invité hier. Et d'estimer que quelles que soient les insuffisances, les petites déviations de nos institutions doivent être préservées», en appelant à l'autosaisine de la justice.

Le conférencier n'a pas fait l'économie d'interrogations quant au comment que ce bonhomme est arrivé à occuper ce poste aussi important, ou

encore au comment que le FLN, ce symbole, est jeté ainsi en pâture, exhortant les anciens mquisards à réagir.

Mais au-delà du sentiment de réprobation de ces propos «irresponsables» et «condamnables» du patron du FLN, le secrétaire général de l'UFDS y voit le «le forcing d'un clan du pouvoir pour imposer le 4<sup>e</sup> mandat pour le président de la République, médicalement handicapé».

Un autre coup de force avec des méthodes «inacceptables», dit-il, estimant que «nous avons raté le tournant en 1999» et que, depuis, «nous avons reculé et nous risquons de tomber dans l'abîme».

Et à Bahbouh de s'en prendre aux courtisans du Président qui «excellent dans la surenchère pour qui ramasserait le plus de signatures, qui brosserait le plus et qui ferait le meilleur éloge». «Si j'étais à la place de Bouteflika, j'aurais eu honte», ajoutera-t-il, s'interro-

geant : «De quel droit parle-t-on en son nom ?».

Déjà que ce quatrième mandat, s'il y a quatrième mandat, constitue pour lui l'échec recommencé, exprimant même sa crainte qu'il soit le chaos pour le pays, l'ancien ministre de l'Agriculture estime que le 3<sup>e</sup> mandat était «de trop avec la corruption qui a atteint des proportions alarmantes». Et de faire part d'une entrevue qu'il a eue en 2011 avec lui en présence d'un patron de presse, au cours de laquelle un membre du cercle restreint du président de la République a avoué après lui avoir fait comprendre qu'il ne croit pas à l'homme providentiel, que Bouteflika n'a pas voulu de troisième mandat et que c'est sous la pression qu'il a accepté. «Aujourd'hui, je comprends la pression des clans, celle de la mafia politico-financière.

Ceux qui gèrent le pays ces derniers temps», tonne Bahbouh qui invite Bouteflika à rentrer dans l'histoire en organisant des élections libres et transparentes et en laissant le dossier de la corruption et de la rapine ouvert ainsi que la justice pour qu'elle fasse son

travail en toute transparence.

Le secrétaire général de l'UFDS dit, par ailleurs, refuser le «statut» d'enfant du système qui colle à Ali Benflis, le candidat que le parti a décidé de soutenir.

«C'est une problématique qui revient de façon récurrente. Il faut distinguer le pouvoir du système», tente-t-il d'expliquer, estimant que le boycott a «toujours arrangé le candidat du système», lui le partisan d'une «évolution par étapes». Bahbouh éprouvera bien des difficultés à expliquer le long silence de l'ancien chef de gouvernement et ex-secrétaire général du FLN, se contentant de soutenir que Benflis «n'est pas le seul à ne pas parler», mettant cela sur le compte du jeu qui était fermé, défendant, dans le même temps que ce même jeu, celui de la présidentielle du 17 avril prochain, est loin, celui-ci, d'être fermé.

«Moi je ne jette pas l'éponge et les combats perdus d'avance pour ceux qu'on ne mène pas», affirme-t-il, ajoutant que «le boycott a toujours arrangé le candidat du système».

M. K.